

C-27

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-27

An Act to enhance the financial accountability and transparency of First Nations

FIRST READING, NOVEMBER 23, 2011

MINISTER OF ABORIGINAL AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT

C-27

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-27

Loi visant à accroître l'obligation redditionnelle et la transparence des Premières Nations en matière financière

PREMIÈRE LECTURE LE 23 NOVEMBRE 2011

MINISTRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU
DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN

SUMMARY

This enactment enhances the financial accountability and transparency of First Nations.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'accroître l'obligation redditionnelle et la transparence des Premières Nations en matière financière.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ENHANCE THE FINANCIAL
ACCOUNTABILITY AND TRANSPARENCY OF FIRST
NATIONS

SHORT TITLE

1. *First Nations Financial Transparency Act*

INTERPRETATION

2. Definitions

GENERAL

3. Purpose of Act
4. Application

FINANCIAL STATEMENTS AND SCHEDULE OF
REMUNERATION

PREPARATION AND INDEPENDENT AUDIT

5. Accounts and consolidated financial statements
6. Schedule of remuneration

DISCLOSURE

7. Copies — members
8. Internet site — First Nation
9. Internet site — Minister

COURT REMEDIES AND ADMINISTRATIVE MEASURES

ORDERS

10. Application by member of First Nation
11. Application by any person
12. Limitation

ADMINISTRATIVE MEASURES

13. Power — Minister

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT À ACCROÎTRE L'OBLIGATION
REDDITIONNELLE ET LA TRANSPARENCE DES
PREMIÈRES NATIONS EN MATIÈRE FINANCIÈRE

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la transparence financière des Premières Nations*

DÉFINITIONS ET DISPOSITION INTERPRÉTATIVE

2. Définitions

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Objet de la loi
4. Application

ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE DES RÉMUNÉRATIONS

PRÉPARATION ET VÉRIFICATION INDÉPENDANTE

5. Livres comptables et états financiers consolidés
6. Annexe des rémunérations

DIVULGATION

7. Copies : membres
8. Site Internet : première nation
9. Site Internet : ministre

RECOURS JUDICIAIRES ET MESURES ADMINISTRATIVES

ORDONNANCES

10. Demande : membre de la première nation
11. Demande : toute personne
12. Réserve

MESURES ADMINISTRATIVES

13. Pouvoir ministériel

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-27

PROJET DE LOI C-27

An Act to enhance the financial accountability
and transparency of First Nations

Loi visant à accroître l'obligation redditionnelle
et la transparence des Premières Nations en
matière financière

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *First Nations
Financial Transparency Act*.

1. *Loi sur la transparence financière des
5 Premières Nations.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET DISPOSITION INTERPRÉTATIVE

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this
Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli-
quent à la présente loi.

Définitions

"consolidated
financial
statements"
« états financiers
consolidés »

"consolidated financial statements" means the
financial statements of the First Nation and
those of any entity that it controls that are 10
presented as those of a single economic entity.

« conseil » Conseil de la bande au sens du
paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*.

« conseil »
"council"

"council"
« conseil »

"council" has the same meaning as "council of
the band" in subsection 2(1) of the *Indian Act*.

« entité » Personne morale ou société de per- 10
sonnes, coentreprise ou autre association ou
organisation non dotée de la personnalité
morale.

« entité »
"entity"

"entity"
« entité »

"entity" means a corporation or a partnership, a
joint venture or any other unincorporated 15
association or organization.

« états financiers consolidés » Les états finan-
ciers d'une première nation et ceux des entités 15
qu'elle contrôle, présentés comme ceux d'une
entité économique unique.

« états financiers
consolidés »
"consolidated
financial
statements"

"First Nation"
« première
nation »

"First Nation" means a band, as defined in
subsection 2(1) of the *Indian Act*, but does not
include a band that is party to a comprehensive
self-government agreement given effect by an 20
Act of Parliament.

« membre » Membre d'une bande au sens du
paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*.

« membre »
"member"

"member"
« membre »

"member" has the same meaning as "member of
a band" in subsection 2(1) of the *Indian Act*.

« ministre » Le ministre des Affaires indiennes 20
et du Nord canadien.

« ministre »
"Minister"

“Minister” « ministre »	“Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.	« première nation » Bande au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i> , sauf si elle est partie à un accord global sur l’autonomie gouvernementale mis en vigueur par une loi fédérale.	« première nation » “First Nation”
“remuneration” « rémunération »	“remuneration” means any salaries, wages, commissions, bonuses, fees, honoraria, dividends and reimbursement of expenses — including the costs of transportation, accommodation, meals, hospitality and incidental expenses — and any other monetary benefits and non-monetary benefits.	5 « rémunération » Vise les salaires, traitements, commissions, bonis, droits, honoraires, dividendes et remboursements de dépenses — notamment les frais de transport, d’hébergement, de repas et d’accueil ainsi que les dépenses accessoires —, tout autre avantage pécuniaire et les avantages non pécuniaires.	5 « rémunération » “remuneration”
Control — entity	(2) For the purposes of this Act, the conclusion that an entity is controlled by a First Nation is based on an analysis of the nature of the relationship between the entity and the First Nation and the degree of influence exercised, having regard to the factors set out in the Public Sector Accounting Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants, as it is amended from time to time, respecting control by a government over an organization.	10 (2) Pour l’application de la présente loi, l’existence d’une situation de contrôle d’une entité par une première nation se vérifie au 15 terme d’une analyse de la nature des liens entre celles-ci et du degré d’influence exercée par 15 l’une sur l’autre, compte tenu des éléments qui, selon le Manuel de comptabilité de l’Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public, avec ses modifications éventuelles, permettent de conclure que le gouvernement a le contrôle sur un organisme.	Contrôle d’une entité

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Purpose of Act	3. The purpose of this Act is to enhance the financial accountability and transparency of First Nations by requiring the preparation and public disclosure of their audited consolidated financial statements and of the schedules of remuneration paid by a First Nation or by any entity that it controls, as the case may be, to its chief and each of its councillors, acting in their capacity as such and in any other capacity, including their personal capacity.	20 3. La présente loi a pour objet d’accroître l’obligation redditionnelle et la transparence des 25 Premières Nations en matière financière en rendant obligatoires la préparation et la divulgation de leurs états financiers consolidés vérifiés et de l’annexe des rémunérations versées par celles-ci ou les entités qu’elles 30 contrôlent, selon le cas, à leurs chefs et à chacun de leurs conseillers, que ce soit en qualité de chef ou de conseiller, en toute autre qualité ou à titre personnel.	Objet de la loi
Application	4. This Act applies in respect of every First Nation’s financial year that begins after the day on which this Act comes into force.	30 4. La présente loi s’applique à l’égard de tout 35 exercice de la première nation débutant après l’entrée en vigueur de la présente loi.	Application

FINANCIAL STATEMENTS AND
SCHEDULE OF REMUNERATIONÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE DES
RÉMUNÉRATIONS

PREPARATION AND INDEPENDENT AUDIT

PRÉPARATION ET VÉRIFICATION
INDÉPENDANTE

Accounts and consolidated financial statements	5. (1) A First Nation must maintain its accounts and prepare its consolidated financial statements annually in accordance with generally accepted accounting principles, the primary	35 5. (1) La première nation tient ses livres comptables et prépare chaque année ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus, principalement	Livres comptables et états financiers consolidés
--	--	---	--

	sources of which are the handbooks — including the handbook respecting public sector accounting — of the Canadian Institute of Chartered Accountants, or its successor, as they are amended from time to time.	ceux qui sont énoncés dans les manuels de l'Institut canadien des comptables agréés — ou ses successeurs ou ayants droit —, notamment le manuel de comptabilité pour le secteur public, avec leurs modifications éventuelles.	5	
Audit	(2) A First Nation's consolidated financial statements must be audited, in accordance with the generally accepted auditing standards of the Canadian Institute of Chartered Accountants, or its successor, by an independent auditor who is a member in good standing of a corporation, institute or association of accountants incorporated under an Act of the legislature of a province.	(2) Les états financiers consolidés de la première nation sont vérifiés, en conformité avec les normes de vérification généralement reconnues de l'Institut canadien des comptables agréés — ou ses successeurs ou ayants droit —, par un vérificateur indépendant qui est membre en règle d'un ordre professionnel, d'une association ou d'un institut de comptables constitué en personne morale sous le régime d'une loi provinciale.	10	Vérification
Schedule of remuneration	6. (1) The First Nation must annually prepare a document entitled "schedule of remuneration" that details the remuneration paid by the First Nation or by any entity that it controls, as the case may be, to its chief and each of its councillors, acting in their capacity as such and in any other capacity, including their personal capacity.	6. (1) La première nation prépare chaque année un document intitulé « Annexe des rémunérations » exposant en détail la rémunération versée par elle ou toute entité qu'elle contrôle, selon le cas, à son chef et à chacun de ses conseillers, que ce soit en qualité de chef ou de conseiller, en toute autre qualité ou à titre personnel.	15	Annexe des rémunérations
Distinct document	(2) The schedule of remuneration does not form part of the consolidated financial statements.	(2) L'annexe des rémunérations ne fait pas partie des états financiers consolidés.	20	Document distinct
Report	(3) An auditor's report or a review engagement report, as the case may be, prepared by the auditor referred to in subsection 5(2), must accompany the schedule of remuneration.	(3) Elle doit être accompagnée d'un rapport de mission de vérification ou d'examen, selon le cas, préparé par le vérificateur indépendant.	25	Rapport
	DISCLOSURE	DIVULGATION		
Copies — members	7. (1) A First Nation must, on the request of any of its members, provide the member with copies of any of the following documents:	7. (1) La première nation fournit à tout membre, sur demande, copie de l'un ou l'autre des documents suivants :	30	Copies : membres
	(a) its audited consolidated financial statements;	a) ses états financiers consolidés vérifiés;		
	(b) the schedule of remuneration;	b) l'annexe des rémunérations;		
	(c) the auditor's written report respecting the consolidated financial statements; and	c) le rapport écrit du vérificateur concernant les états financiers consolidés;	35	
	(d) the auditor's report or the review engagement report, as the case may be, respecting the schedule of remuneration.	d) le rapport de mission de vérification ou d'examen, selon le cas, qui accompagne l'annexe des rémunérations.	40	

Time limit	(2) The First Nation must provide the copies without delay, but has until 120 days after the end of the financial year in question to provide them if the request is received within those 120 days.	(2) Elle lui en transmet copie dès que possible, mais au plus tard cent vingt jours après la fin de l'exercice en question si elle reçoit la demande au cours de cette période.	Délai
Fee	(3) A First Nation may charge a fee for providing the copies, but the fee must not exceed the cost of the service.	(3) La première nation peut exiger, pour l'obtention de tout document, le paiement de droits dont le montant ne dépasse pas les coûts engendrés par la prestation du service.	5 Frais
Internet site — First Nation	8. (1) A First Nation must publish the documents referred to in paragraphs 7(1)(a) to (d) on its Internet site, or cause those documents to be published on an Internet site, within 120 days after the end of each financial year.	8. (1) La première nation publie les documents visés aux alinéas 7(1)a) à d) dans son site Internet — ou les fait publier dans un autre site Internet —, dans les cent vingt jours suivant la fin de chaque exercice.	Site Internet : première nation
Documents archived	(2) The documents referred to in subsection (1) must remain accessible to the public, on an Internet site, for at least 10 years.	(2) Ces documents doivent demeurer accessibles au public, dans un tel site, pendant au moins dix ans.	15 Conservation des documents
Discharging duty	(3) Publishing any document on an Internet site is insufficient to discharge the First Nation's duty to make copies of it available to its members who request that document.	(3) La seule publication d'un document dans un site Internet ne relève pas la première nation de son obligation d'en fournir copie au membre qui le demande.	Réserve 20
Internet site — Minister	9. The Minister must publish the documents referred to in paragraphs 7(1)(a) to (d) on the Department of Indian Affairs and Northern Development's Internet site without delay after the First Nation has provided him or her with those documents or they have been published under subsection 8(1).	9. Le ministre publie les documents visés aux alinéas 7(1)a) à d) dans le site Internet du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, dès que possible après qu'ils lui aient été communiqués par la première nation ou qu'ils aient été publiés dans un site Internet en application du paragraphe 8(1).	Site Internet : ministre

COURT REMEDIES AND
ADMINISTRATIVE MEASURES

ORDERS

Application by member of First Nation	10. If a First Nation fails to provide copies of any document under section 7, any member of that First Nation may apply to a superior court for an order requiring the council to carry out the duties under that section within the period specified by the court.	30
Application by any person	11. If a First Nation fails to publish any document under section 8, any person, including the Minister, may apply to a superior court for an order requiring the council to carry out the duties under that section within the period specified by the court.	35

RECOURS JUDICIAIRES ET MESURES
ADMINISTRATIVES

ORDONNANCES

Demande : membre de la première nation	10. En cas d'inexécution de toute obligation prévue à l'article 7, tout membre de la première nation peut demander à une cour supérieure de rendre une ordonnance enjoignant au conseil de s'en acquitter dans le délai qu'elle fixe.	30
Demande : toute personne	11. En cas d'inexécution de toute obligation prévue à l'article 8, toute personne, y compris le ministre, peut demander à une cour supérieure de rendre une ordonnance enjoignant au conseil de s'en acquitter dans le délai qu'elle fixe.	35

Limitation	<p>12. An application for an order in respect of documents referred to in paragraphs 7(1)(a) to (d) for the most recent financial year may only be made after the expiry of 120 days after the end of that financial year.</p>	<p>12. La demande d'ordonnance relative à tout document visé aux alinéas 7(1)a) à d) qui se rapporte au plus récent exercice terminé n'est recevable que si elle est présentée plus de cent 5 vingt jours après la fin de cet exercice.</p>	Réserve 5
ADMINISTRATIVE MEASURES		MESURES ADMINISTRATIVES	
Power— Minister	<p>13. (1) If a First Nation is in breach of any duty imposed on it under sections 5 to 8, the Minister may take one or more of the following measures:</p> <p>(a) require the council to develop an appropriate action plan to remedy the breach;</p> <p>(b) withhold moneys payable as a grant or contribution to the First Nation under an agreement that is in force on the day on which the breach occurs and that is entered into by the First Nation and Her Majesty in right of Canada as represented by the Minister, solely or in combination with other ministers of the Crown, until the First Nation has complied with its duty; or</p> <p>(c) terminate any agreement referred to in paragraph (b).</p>	<p>13. (1) En cas d'inexécution de toute obligation incombant à la première nation au titre des articles 5 à 8, le ministre peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :</p> <p>a) exiger du conseil qu'il élabore un plan d'action approprié visant à remédier à la situation;</p> <p>b) retenir, jusqu'à ce que la première nation s'acquitte de l'obligation en question, toute somme qui lui est due au titre d'un accord — en vigueur à la date où survient l'inexécution de l'obligation — visant le versement d'une subvention ou d'une contribution et conclu entre elle et Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le ministre, seul ou avec d'autres ministres;</p> <p>c) résilier tout accord visé à l'alinéa b).</p>	Pouvoir ministériel
Deeming	<p>(2) An amount withheld under paragraph (1)(b) is deemed to be an amount that is due or owing for the purposes of section 37.1 of the <i>Financial Administration Act</i>.</p>	<p>(2) Toute somme retenue en vertu de l'alinéa (1)b) est réputée être une somme exigible pour l'application de l'article 37.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	Fiction

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>